



Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 25 38 26 29
Email : fenop@fasonet.bf - Site : www.fenop.org

N°027 de Octobre – Novembre – Décembre 2016

SOMMAIRE



Edito : 20 d'existence, de la FENOP..... 1

La COPAGEN au chevet de l'agro-écologie et des semences paysannes..... 2

Les femmes rurales veulent plus de terres pour lutter contre la pauvreté..... 4

Bobo et Bama pour promouvoir l'agriculture familiale..... 5

Fiche technique..... 7

L'ONG ARFA a 20 ans..... 8

Brèves..... 10

20 ANS D'EXISTENCE DE LA FENOP

C'est dans les années 1990, sous le coup du désengagement de l'Etat que sont nées les organisations dites de la société civile que l'on connaît encore aujourd'hui, dont la FENOP. Ses motivations d'aujourd'hui reste collée aux objectifs stratégiques des débuts, à savoir faciliter l'accès des petits producteurs aux medias et à l'information agricole, informer les femmes rurales sur la souveraineté alimentaire, la promotion des droits de la femme (accès à la terre) et renforcer ses organisations membres pour l'autonomisation des exploitations familiales. Ainsi les femmes rurales et les pratiques agro-écologiques deviennent des enjeux majeurs dans les projets coordonnés par la FENOP.



Malgré les différentes crises traversées, la FENOP reste un acteur clé du développement rural au Burkina Faso et continue à participer aux cadres de concertation décisifs. Elle reste très connectée avec son environnement « parce que le paysan n'est pas un ignorant, d'après M. SANOU, coordinateur des programmes, il connaît un certain nombre de choses qu'il peut adapter et partager. La FENOP ne vient pas avec un modèle, pour dire voilà l'agro-écologie c'est ça, mais au contraire elle favorise les savoirs locaux. ».

Aujourd'hui M. SANOU voit l'avenir de la FENOP « comme une structure qui va fournir des services à ses membres, même des services payants puisqu'ils vont voir que ces services leur sont rentables. Sur le plan national, la FENOP, en synergie avec d'autres structures, continuera à influencer des décisions publiques en faveur de l'exploitation paysanne familiale, c'est-à-dire pas faire du plaidoyer pour du plaidoyer mais voir là où l'intérêt du paysan est menacé. Elle va contribuer à influencer les décisions. Donc il faut vraiment s'asseoir entre membres et réfléchir son l'autonomisation ; capitaliser nos 20 ans d'expériences et rester l'acteur incontournable du développement paysan que ses membres ont toujours souhaité. »

La Rédaction



LA COPAGEN AU CHEVET DE L'AGRO-ÉCOLOGIE ET DES SEMENCES PAYSANNES.

Les 3, 4 et 5 octobre derniers, la FENOP se rendait à Dakar, parmi les délégués des diverses coalitions nationales, membres de la COPAGEN (Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain). Elle s'est ainsi jointe aux représentants de centaines d'organisations paysannes et d'organisations de la société civile, dans le cadre du Programme d'Appui aux Initiatives Economiques et Sociales (PAIES) contribuant à une transformation écologique et sociale des territoires ruraux. L'objectif était de réfléchir sur la problématique de l'agro-écologie et des semences paysannes dans les stratégies de développement agricole dans le Sahel.

Les travaux, qui se sont déroulés dans le cadre d'un atelier régional, ont permis d'analyser les différentes dimensions de l'agro-écologie, l'intérêt de ce modèle pour la paysannerie et les communautés locales en Afrique et l'importance des semences paysannes dans les stratégies de développement agricole.



A l'issue de cet atelier, les délégués ont élaboré une Déclaration commune, dont voici résumés les principaux constats :

1. Un faible niveau de prise en compte de l'agro-écologie dans les politiques nationales et sous régionales. On note que les politiques agricoles portent aujourd'hui une attention aux exploitations familiales agricoles et à l'agriculture durable, ce qui dénote d'une avancée. Toutefois, la question de l'agro-écologie n'est pas clairement affichée pour permettre à tous les acteurs d'y travailler efficacement pour sa concrétisation.
2. Il existe de nombreuses pratiques agro-écologiques innovantes dans le Sahel qui permettent de surmonter les contraintes liées à l'agriculture (gestion intégrée et durable des terres, lutte biologique contre les nuisibles des plantes et les ravageurs, méthodes de conservation biologique des produits agricoles, pratiques de conservation des eaux et des sols, association culturale ou les cultures mixtes, l'agroforesterie). Ce sont autant de pratiques adaptées aux terroirs africains, qui font leurs preuves et qui méritent d'être vulgarisées.
3. Il existe de plus en plus de centres de formation en Afrique. Ces formations renforcent



les capacités des jeunes ruraux, des cadres, des organisations des producteurs en techniques et pratiques agro-écologiques et constituent de ce fait des incubateurs du développement agricole en Afrique.

4. En tant que mouvement social de résistance et de réforme, l'agro-écologie est portée par les collectifs de paysans du monde. Ils montent en puissance et s'imposent de plus en plus comme une véritable force de proposition de solutions alternatives au modèle agro-industriel qui, lui, place le profit avant la vie.

5. Plus qu'un ensemble de techniques et de pratiques culturelles, l'agro-écologie est avant tout un mode de vie ; mieux c'est un art de vivre ayant vocation à transformer radicalement les rapports de l'Homme à la nature. C'est fondé sur cette vision que nous pouvons produire sans détruire.

6. Maillon essentiel de la chaîne agricole, la semence se présente aujourd'hui comme un facteur stratégique aux enjeux multiples dans la mesure où elle constitue la base des systèmes agricoles et alimentaires. Malheureusement, les semences autour desquelles se sont façonnés les savoirs paysans sont en net recul par rapport aux semences industrielles. Faiblement promues par les pouvoirs publics, elles sont à la fois criminalisées et menacées d'extinction. En effet, une étude de la COPAGEN sur la diversité génétique des semences paysannes, réalisée en 2016, révèle que de nombreuses variétés de mil, de sorgho et de fonio sont en voie de disparition, ce qui constitue

un danger pour la souveraineté alimentaire dans le Sahel. Il y a donc urgence à les sauvegarder. Il est possible d'y parvenir en intégrant aux stratégies de promotion des variétés locales les approches méthodologiques d'évaluation éprouvées et pertinentes sur la sécurité semencière paysanne. Si ces méthodes sont largement diffusées et bien maîtrisées par un nombre significatif d'acteurs, elles peuvent contribuer à la pérennisation des moyens de subsistance des populations et au rayonnement de l'agro-écologie en Afrique en général et dans le Sahel en particulier.

Au regard des constats ainsi établis, un certain nombre de recommandations ont été formulées, telles que le renforcement des capacités d'action des organisations de la société civile, des organisations paysannes et des mouvements sociaux en vue d'influencer positivement les orientations des politiques publiques, de travailler à la mise en place de circuits de commercialisation des produits issus de l'agro-écologie ou d'appuyer la mise en place des circuits de commercialisation des produits issus de l'agro-écologie. Mais plus que tout, il convient, selon les délégués, de mobiliser des ressources internes conséquentes en vue d'appuyer la mise en œuvre des politiques agricoles en général et la recherche agro-écologique en particulier, et de développer des programmes de renforcement des systèmes semenciers locaux et traditionnels.

Par Corine DUC

LES FEMMES RURALES VEULENT PLUS DE TERRES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Chaque 15 octobre de l'année, le monde entier célèbre la femme rurale. Cette journée marque une reconnaissance à celle qui, en plus de s'occuper des tâches ménagères et de celles de la communauté, s'occupe des tâches agricoles. Au Burkina Faso, la Convergence Globale de Lutte pour la Terre et l'Eau dont la FENOP est membre active, appuyée par OXFAM Burkina, a commémoré cette journée à Kaya. Cette année, les regards se sont tournés vers l'accès de la femme rurale à la terre pour atteindre une sécurité alimentaire.

Les femmes rurales contribuent à environ 80% de la production vivrière, sont responsables pour plus de 90% de la transformation des produits agricoles et contribuent à environ 65% à leur commercialisation au Burkina d'après les statistiques. Elles sont considérées comme pilier sur lequel repose la main d'œuvre agricole. Et selon les Nations Unies, des études montrent que l'allocation des terres, de main d'œuvre, de capitaux et d'engrais à parts égales entre les hommes et les femmes dans des contrées comme le Burkina Faso, pourrait accroître la production agricole de 10 à 20%. Un contraste apparaît donc des lignes précédentes en ce sens que la terre est à l'homme et l'essentiel du travail à la femme. C'est fort de ce constat que cette célébration de la journée internationale de la femme rurale 2016, dans sa démarche de sensibilisation et d'interpellation a été placée sous le sceau de la femme rurale et la sécurité foncière.



Des femmes en plein défilé

Elle s'est tenue en présence de la gouverneure de la région du centre nord, Nandy Somé, ainsi que des autorités administratives, politiques et religieuses, des femmes rurales venant de Kaya et des localités environnantes, de certaines organisations de la société civile qui partagent le même combat, de même que de la population de Kaya. La cérémonie officielle de commémoration de la journée a eu lieu devant le gouvernorat, ponctuée de défilé des femmes rurales pour présenter leurs produits ainsi que leurs structures, de discours et l'acte phare fut la remise des messages des femmes rurales à la gouverneure de la région. Ces messages sont des doléances que les femmes rurales du centre nord ont formulé à l'endroit des autorités politiques, administratives, culturelles et coutumières, afin de montrer leur engagement à produire pour atteindre la sécurité alimentaire, afin d'être considérées dans l'attribution des terres, d'être comprises et surtout pour que l'engagement du chef de l'Etat d'octroyer 30% des terres aménagées aux femmes soit une réalité.



Olivia Zuniga à gauche et Bertas Caseres venues de l'Amérique du sud pour partager la lutte de la femme rurale burkinabé

Ces doléances ont eu l'assentiment de la gouverneure qui a donné son engagement à soutenir la femme rurale en ces termes : « Votre combat ne peut qu'être le mien, surtout qu'il défend une cause aussi noble que légitime qu'est l'accès des femmes rurales à la terre ». Après le cérémonial, les invités ont eu droit à une visite des stands présentant le fruit de leur savoir-faire. L'importance de la femme dans la chaîne de production n'est donc plus à démontrer. « Pour produire, pour sécuriser le Burkina il faut que les femmes aient droit à la terre... Une femme ne va jamais vendre la terre. Elle va produire et demain penser à ses enfants » a laissé entendre Mme Korotoumou Gariko, secrétaire à l'organisation des femmes à la Confédération Paysanne du Faso (CPF). Ce combat des femmes rurales burkinabé pour l'accès à la terre est partagé par leurs paires de l'Amérique du sud, Rachel Vasquez du Venezuela et Olivia Zuniga du Honduras qui sont venus exprimer leur soutien aux

femmes burkinabé et témoigner du vécu des femmes dans leurs pays d'origine. A Olivia Zuniga qui a perdu sa mère, autrefois leader dans le milieu rural et assassinée il y a sept mois, d'affirmer que l'espoir est permis en ces propos : « si, le processus de lutte continue, je suis convaincue que les femmes auront accès à la terre. Quand nous voyons ce qui se passe ici au Burkina Faso, nous pensons qu'il y a un espoir ».

Pour rappel, des activités ont été menées dans la ville de Kaya le 14 octobre en prélude à la journée internationale de la femme rurale. Ces activités sont des émissions radio et un théâtre forum pour informer les populations du centre nord des difficultés que vivent les femmes et les sensibiliser du même coup au rôle capital que joue la femme rurale dans la sécurisation alimentaire.

Par Abdoul Salam ZONGO

BOBO ET BAMA PLUS QUE JAMAIS ENGAGÉES À PROMOUVOIR L'AGRICULTURE FAMILIALE

Une coalition d'organisations de la société civile (OSC) a tenu les 18 et 19 octobre 2016, respectivement à Bama et à Bobo Dioulasso, des rencontres de plaidoyer avec les élus locaux et les partenaires des dites communes. Objectif : convaincre les autorités locales à s'engager pour la promotion des petites exploitations familiales agricoles. Ces rencontres entrent dans le cadre de l'exécution du projet « Plaidoyer pour un accès effectif et équitable des petites exploitations agricoles du Burkina Faso au financement public de l'Agriculture » lancé en février 2016 et subventionné par TrustAfrica.

Améliorer le niveau des revenus et les conditions de vie des petits exploitants agricoles par leur accès effectif et équitable aux investissements dans le secteur rural et par le contrôle citoyen des politiques publiques agricoles, tel est l'objectif principal que la coalition, composée d'organisations de la société civile (OSC) et soutenue par Trust Africa s'est assignée. C'est à cet effet qu'elle a tenu deux rencontres de plaidoyer avec les autorités locales les 18 et 19 octobre 2016 à Bama puis à Bobo Dioulasso. Cette rencontre fait partie intégrante d'un ensemble d'activités que la coalition, dont la FENOP est membre, a établi à l'endroit de quatre communes du Burkina Faso que sont Bama, Bobo-



Le Présidium de la rencontre à BAMA

Dioulasso, Pissila et Kaya. Ce cadre d'échange vient jeter les bases d'une quête de solutions

efficientes et effectives à la faible prise en compte des besoins des petits exploitants dans les plans locaux de développement, ainsi que la faiblesse des financements publics accordés au domaine. Ils étaient près d'une soixantaine de participants venus d'associations diverses, d'OSC ainsi que le Secrétaire Général de la FENOP M. Lancina BERTHE accompagné d'une petite délégation de la FENOP, à échanger avec les conseillers municipaux, les représentants des Services Techniques Déconcentrés et les partenaires au développement des deux communes avec la facilitation de monsieur Mahamadou KABORE, sociologue et conseiller en aménagement du territoire et en développement local. Au cours de cette rencontre les participants ont pu s'imprégner de l'essence du projet et de la rencontre de plaidoyer. Un exposé portant sur la contribution de l'agriculture au budget des communes concernées ; la mobilisation des ressources propres pour le financement des activités ; le fonctionnement des cadres de concertation au niveau des communes ainsi que les contours du concept de petites exploitations agricoles a été animé afin que les participants soient au même niveau d'information.

Après les exposés et les échanges qui ont suivi, les participants ont formulé des doléances sous forme de messages qu'ils ont soumis aux élus locaux. Ces messages formulés à Bama et à Bobo Dioulasso plaident pour une implication des petites exploitations agricoles familiales dans le processus de planification locale et la prise en compte de leurs besoins dans les plans communaux de développement à hauteur de 10% au moins des besoins de financements. Les participants ont également formulé des besoins d'accroissement des ressources financières affectées aux petites exploitations agricoles familiales et à l'agriculture biologique à hauteur de 10% au moins du budget annuel de la commune, leur implication aux différents cadres de concertation, l'encouragement des institutions de microfinance implantées dans la commune au financement des petites exploitations agricoles familiales à des taux d'intérêt et à des



Vue d'ensemble des participants à la rencontre de plaidoyer de Bobo Dioulasso

conditions de remboursement adaptés ainsi que la facilitation de l'accès des petites exploitations agricoles familiales à au moins 30% du total des équipements et des intrants reçus. Dans l'ensemble des messages l'accent a été mis sur les femmes et les jeunes. Ces requêtes ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. Les élus présents à ces rencontres ont donné l'engagement à Bama et à Bobo de répondre aux doléances qui leur ont été soumises. A ce propos, les autorités locales de Bama se sont engagées à initier des discussions avec les Organisations professionnelles de la commune en vue d'établir un répertoire actualisé des OP (Organisations Paysannes) et de dégager des pistes pour favoriser leur plus grande implication dans la mobilisation des ressources propres. Cependant, du côté de Bobo, les élus locaux, présents à la rencontre se sont engagés à travailler à sauvegarder le patrimoine foncier de la commune par des actions de sensibilisation à l'endroit des propriétaires terriens, à mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre des actions de développement et à développer des actions de promotion de la jeunesse en vue de leur maintien dans la commune. Des engagements ont donc été pris de part et d'autre quant à leurs transformations en actions concrètes, le temps le déterminera. Donc wait and see !

Par Abdoul Salam ZONGO

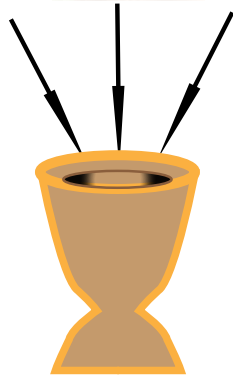


FICHE TECHNIQUE BIO-PESTICIDE

Insecticide naturel contre les cicadelles, les broyeurs, les aleurodes

Piment - Ail - Oignon

Etape I

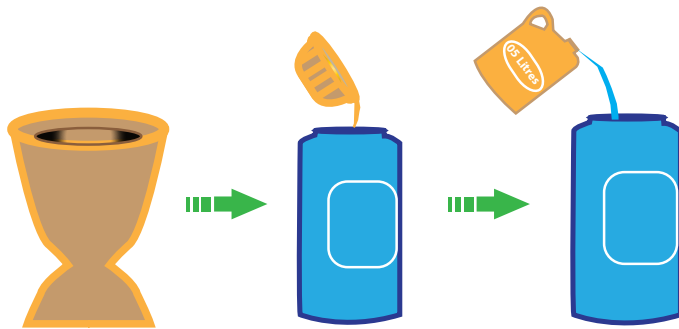


Piler

- 1 kg de piment
- 0.2 kg d'ail
- 0.5 kg d'oignon

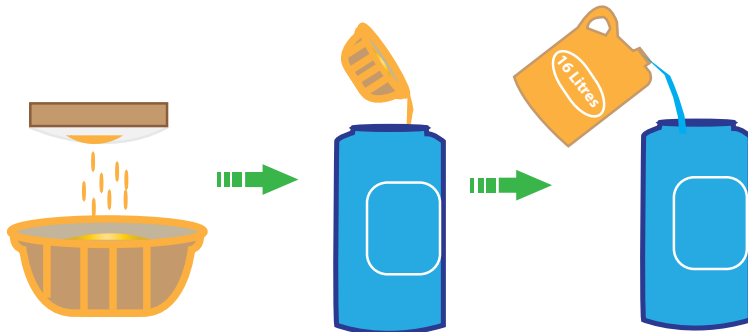


Etape II



- Mettre le mélange d'oignon, de piment et d'ail dans un bidon
- Ajouter 05 litres d'eau et laisser macérer pendant 24h

Etape III



- Filterer le contenu
- Compléter le contenu avec 16 litres d'eau

Application

A pulvériser sur les feuilles au crépuscule, 1 litre pour 20m², tous les 3 jours

L'ONG ARFA A 20 ANS

Il y a quelques semaines, l'ONG ARFA (Association pour la Recherche et la Formation en Agro écologie) fêtait ses 20 ans d'existence à Fada N'Gourma. Jacques Bouda a rencontré son Directeur M. Mathieu SAWADOGO.

FENOP INFO: Pouvez-vous vous présenter ?

Mathieu SAWADOGO : Je suis Mathieu SAWADOGO, je suis agronome de formation et je suis le directeur fondateur de l'Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie (ARFA).

Pouvez-vous nous présenter ARFA ?

ARFA est une association créée et gérée par des burkinabé, avec l'appui financier de ses partenaires du Nord. Notre mission, c'est d'accompagner les producteurs à s'engager sur la voie agro-écologique, que nous jugeons comme voie porteuse mais aussi une voie incontournable pour régler les problèmes de changement climatique, de dégradation des ressources naturelles, etc. Nous intervenons dans la région de l'Est où la structure a été créée il y a 20 ans. Là, nous avons mis l'accent sur la production céréalière, les cultures pluviales. Et au nord du pays, où les conditions sont plus difficiles, nous avons choisi de mettre l'accent sur la production maraichère, tout en n'écartant pas la production céréalière. Nous avons choisi d'appuyer le maraichage et essayé de rendre l'eau disponible à travers des puits, des forages, et faire en sorte que la production maraichère vienne en complément au déficit de la production céréalière.

Quels sont vos sentiments au moment de fêter votre 20e anniversaire ?

C'est un temps de satisfaction. Mais ce qui reste à faire est beaucoup plus important que ce nous avons fait jusqu'à présent. Il faut surtout remercier ceux qui nous ont aidés à atteindre cet âge-là. Parce que quand on commençait l'action, on n'avait rien et les gens ne croyaient pas trop à l'agro-écologie. Mais au fur et à mesure, ça a commencé à attirer l'attention des partenaires. Donc il y a vraiment lieu de remercier ceux qui ont mis leur confiance en nous, qui nous ont accompagnés sur le chemin déjà accompli ; tout en tournant les yeux vers l'avenir pour voir ce que l'on peut améliorer.



Mathieu SAWADOGO
Président de ARFA

Comment avez-vous travaillé durant ces années auprès des paysans ?

Ce qui est important, c'est de mettre le paysan au centre même de l'action. Il faut les responsabiliser, leur faire comprendre qu'ils sont au centre de leur développement. Ainsi, ils peuvent adhérer facilement à votre idée et vous pouvez avancer ensemble. Au début, nous avons constitué des petits groupes de paysans, 25 au total, car on a imaginé une action sur cinq villages. On leur a dit : « nous voulons faire quelque chose qu'on appelle agro-écologie. Bien sûr, il y a du travail, vous n'allez plus avoir 45 jours pour boire du dolo sous les hangars, mais il faut utiliser tous ce temps pour aller travailler au champ. » On a fait un voyage d'étude avec les 25 paysans dans des régions beaucoup plus arides, au nord. Et au retour, nous avons dit : « voilà vous avez vu des terres beaucoup plus arides, qui ne ressemblent pas à ce que vous avez ici, mais sachez que ces gens aussi étaient dans la même situation que vous, si vous ne prenez garde, ce qui arrive là-bas, peut venir ici. Alors à vous de jouer. » Ensuite on a commencé par les formations techniques sur les trois actions de base de notre intervention, la matière organique (la gestion de la faculté des sols), la lutte antiérosive et l'agro-écologie. On les a formés puis c'est parce qu'ils ont travaillé que des villages voisins ont vu que ça

marche et ils ont demandé à adhérer. Et petit à petit, de 25 paysans dans 5 villages, on est maintenant à une quarantaine avec plus de 1800 paysans.

Quelles sont les réalisations dont vous êtes fier après 20 ans d'activités ?

La construction sociale que nous avons faite, ces paysans qui ont été formés, convaincus, et qui parlent au nom de l'agro-écologie et qui disent que ça les a aidé à quitter l'état de pauvreté vers un état de mieux être. Il en a même qui disent qu'au début, pour avoir la chambre à air du vélo c'était difficile ; aujourd'hui ils sont capables de payer même le vélo entier. Dès qu'on a conquis l'homme, on a tout conquis. Deuxième élément de satisfaction, nous avons su traduire en concret ce qu'est l'agro-écologie dans un pays sahélien. Et l'autre élément, c'est Tigli : quand on a commencé à intervenir dans ce village, les terres étaient vraiment arides, il y avait un problème d'eau. Après le forage, on a essayé de faire de la production de céréales, et aujourd'hui on y fait du maïs en plus du sorgho.

Quelles sont les pratiques agro-écologiques les plus répandues dans ces régions ?

L'agro-écologie c'est un tout. Il y a des gens qui attrapent une branche ou une autre de l'agro-écologie. Celui qui fait de la matière organique, celui qui fait les cordons pierreux pour retenir l'eau, celui qui utilise les produits naturels pour traiter au lieu d'utiliser les intrants chimiques, c'est de l'agro-écologie. Mais il faut arriver à faire des combinaisons avec ces différentes techniques. La question principale, c'est la fertilité des sols, c'est la matière organique. Cette matière a des qualités. Nous avons commencé par le compostage simple, puis des composts améliorés en introduisant des micro-organismes pour arriver à un compost beaucoup plus performant. Pour la lutte antiérosive, c'est la même chose. On peut aller faire des cordons pierreux végétalisés. Et tout ça ce sont des pratiques agro-écologiques.

Quelles sont les difficultés majeures que vous rencontrez ?

L'une des difficultés est de faire le poids face à la facilité qu'offre l'agriculture chimique, car avec l'utilisation du MPK, ça pousse vite et vous voulez que les paysans passent du temps à faire du compost.

Donc il y a cette facilité qui est tentante, alors que l'agro-écologie demande plus de travail. Et l'autre difficulté ce sont les moyens nécessaires pour équiper les gens, afin d'alléger le travail du paysan. Et pour cela nous plaidons pour que les Etats et les partenaires mettent les moyens pour soulager la pénibilité du travail, avec la petite mécanisation entre autres.

Quelles sont les défis actuels d'ARFA?

Jusqu'à présent nous avons d'abord regardé la parcelle du paysan. Quand on monte au niveau de l'exploitation, il s'agit de voir comment les paysans peuvent combiner les moyens, comment intégrer l'élevage à l'agriculture, comment intégrer l'agroforesterie. Ensuite, c'est voir comment on peut envisager l'agro-écologie au niveau terroir village, et permettre aux paysans qui font l'agro-écologie d'être vraiment en situation de sécurité avec un titre foncier. Permettre au paysan qui veut investir de savoir qu'il est libre de planter des arbres. Il y a la question de la divagation des animaux. Il y a aussi la gestion des ressources partagées du terroir, comme les cours d'eau à partager avec des règles élémentaires, pour que la ressource aménagée ne constitue pas une source de conflit. Le niveau terroir village, c'est donc l'essentiel de notre vision pour les années à venir.

Croyez-vous en l'avenir de l'agro-écologie dans notre pays ?

Bien sûr, un avenir radieux !

Après 20 ans d'intervention dans l'Est, envisagez-vous d'étendre vos activités ?

S'il plaît à Dieu oui, on est sollicité dans pas mal de provinces et je pense que, pour les quatre années à venir, nous allons négocié plus de ressources financières, et cela va nous permettre d'aller au-delà de la région.

Quel est votre dernier mot ?

Je remercie la FENOP et toutes les organisations paysannes. C'est dire que le paysan, c'est quelqu'un de noble, donc il faut le respecter, il faut le soutenir. Du côté des paysans, je leur demande de faire le bon choix. Parce que dans la vie, il y a beaucoup de propositions et je pense qu'ils sont suffisamment responsable de leur choix.

Par Jacques BOUDA



La FENOP y était...

Du 30 Novembre au 01 Décembre 2016 : La FENOP a participé à la bourse du riz au Mess des officiers. Cette édition spécialement dédiée aux échanges sur le riz a été co-organisée par l'Union Nationale des Producteurs du Riz du Burkina (UNPR-B) et le Comité Interprofessionnel du Riz du Burkina (CIR-B) en partenariat avec plusieurs organisations que sont la FENOP, VECO/UE, OXFAM, SNV-Burkina, Afrique Verte Burkina, CISV, ACRA, MLAL et le FIDA. La bourse du riz se veut un espace et un temps où les acteurs et partenaires de la filière riz se retrouvent pour mettre en relation de façon plus efficace l'offre et la demande de riz.

07 décembre 2016 : La FENOP a tenu dans les locaux de la Direction Régionale de l'Agriculture de la ville de Bobo Dioulasso un atelier de restitution des données sur l'étude de l'état des lieux du domaine de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles locaux au Burkina Faso. Cet atelier qui a réuni une trentaine de participants venus d'associations diverses de la ville de Bobo, Ouagadougou, Bama et Banfora, a connu la présence effective d'un représentant de la Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale. Des résultats de l'étude, il ressort que le secteur de la transformation au Burkina connaît de nombreuses difficultés d'ordres financiers, organisationnels, techniques et liées à l'écoulement des produits. Pour y remédier les efforts doivent se poursuivre en vue d'accroître les ressources financières octroyées au secteur rural d'une manière générale et au domaine de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles locaux en particulier.

Les 8 et 9 décembre 2016 : La FENOP a tenu, à la suite de l'atelier de restitution, une session de formation sur le plaidoyer à Bobo Dioulasso dans l'enceinte de la Direction Régionale de l'Agriculture

de Bobo Dioulasso. Cet atelier a regroupé des hommes et de femmes de différentes associations. Après avoir pris connaissance des difficultés que connaît le secteur de la transformation, il s'est agi d'outiller les participants de sorte à ce qu'ils puissent plaider pour une amélioration de ce secteur. Cette formation avait pour but de renforcer les capacités des participants sur les concepts théoriques liés au plaidoyer/lobbying ; la démarche d'élaboration d'une stratégie de plaidoyer ; les méthodes de mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer.



FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Corine DUC
Abdoul Salam ZONGO
Jacques BOUDA

